



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Association des collèges communautaires du Canada

Au service des collèges, instituts, cégeps, collèges universitaires et collèges polytechniques du Canada

200-1223 rue Michael St. N., Ottawa, Ontario, Canada K1J 7T2 Tel./Tél.: (613) 746-2222 Fax/Téléc.: (613) 746-6721 www.accc.ca

AIDER LE CANADA À DEMEURER CONCURRENTIEL EN APPUYANT LES COLLÈGES, LES INSTITUTS ET LES ÉCOLES POLYTECHNIQUES

Ottawa, le 17 novembre 2009 – « Le Canada doit accroître immédiatement son aide pour les collèges, les instituts et les écoles polytechniques, si nous voulons garder le rythme avec nos compétiteurs internationaux, » a déclaré James Knight, le président-directeur général de l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC).

«Le ministre des Sciences et de la Technologie, Gary Goodyear, a déclaré récemment que le Canada fait beaucoup pour appuyer "la recherche scientifique fondamentale axée sur les découvertes", mais bien peu pour "concrétiser nos idées sur le marché". Nous sommes d'accord, et une des raisons qui expliquent ce constat est que le Canada n'en fait pas assez pour appuyer ses collèges, ses instituts et ses écoles polytechniques.»

M. Knight a affirmé que le Canada tire de l'arrière par rapport aux autres pays lorsqu'il s'agit de commercialiser les fruits de la recherche et du développement des produits, des procédés et des matériaux qui alimentent les entreprises et créent des emplois.

Les collèges, les instituts et les écoles polytechniques sont des contributeurs majeurs au système d'innovation du Canada. Ils aident les entreprises à démarrer, à se développer et à croître. Ils sont aussi des chefs de file lorsqu'il s'agit de trouver des applications pour la recherche scientifique et de transférer la technologie au marché. Mais le manque chronique de financement limite leur capacité d'effectuer ces fonctions essentielles et de répondre aux besoins de l'économie du Canada.

L'ACCC accorde une note parfaite au gouvernement fédéral pour avoir ciblé les établissements d'enseignement postsecondaire pour des dépenses d'immobilisations dans le cadre de sa stratégie de stimulation pour lutter contre la récession, et les dépenses dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir ont été importantes. Mais le programme de deux ans d'une valeur de 600 millions de dollars (1,2 milliard, en tenant compte du volet provincial) est bien loin du montant estimatif de 7 milliards de dollars requis pour moderniser et agrandir les collèges, les instituts et les écoles polytechniques du Canada.

«Nos listes d'attente étaient longues avant la récession», a déclaré M. Knight. «Elles continuent de s'allonger au fur et à mesure que les gens qui ont perdu leur emploi en raison de la récession se tournent vers les collèges pour perfectionner leurs compétences. Notre manque de capacité empêche des milliers de candidats qualifiés qui veulent un emploi d'acquiescer les compétences avancées dont ils ont besoin.»

Selon, l'ACCC deux éléments nécessitent une attention : les dépenses d'immobilisations et une aide pour les partenariats en recherche appliquée.

Pour répondre aux besoins au chapitre des dépenses d'immobilisations, l'Association considère que le gouvernement fédéral devrait prolonger et élargir le Programme d'infrastructure du savoir, et il demande un programme de cinq ans d'une valeur de 2,5 milliards de dollars pour obtenir des investissements de contrepartie de la part des provinces, du secteur privé et des établissements.

Ensuite, l'ACCC demande au gouvernement d'accroître son financement actuel pour la recherche et développement de 5 pour cent, ou d'environ 150 millions de dollars, et de créer un fonds pour la recherche appliquée et le développement dans le but de favoriser de nouvelles synergies en recherche et développement entre l'industrie et les collèges, les instituts, les cégeps, les écoles polytechniques et les collèges universitaires.

«Nous sommes conscients du contexte financier dans lequel les gouvernements doivent fonctionner. Mais les mesures proposées sont modestes et réalistes», a conclu M. Knight. «Ce n'est qu'en alimentant nos moteurs pour l'innovation, le perfectionnement professionnel et la croissance de la productivité que nous pourrions continuer de soutenir l'économie avancée et concurrentielle nécessaire pour appuyer une nation prospère. De notre perspective, l'inaction n'est pas un choix.»

Pour de plus amples renseignements : Debby Duford, Association des collèges communautaires du Canada
Tél. : 613-292-9112